

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920-1921

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS D'OCTOBRE 1921

FEUILLETON AU 24 OCTOBRE 1921.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numeros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 1.                           | 1444.                                    | <p>Par pétition datée de Turnhout, le 31 août 1921.</p> <p>Le conseil communal de Turnhout demande la division de l'armée en unités françaises et flamandes et le vote d'une loi d'amnistie.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.</i></p>  |
| 2.                           | 1447.                                    | <p>Par pétition datée d'Angleur, le 10 août 1921.</p> <p>Le conseil communal d'Angleur émet les vœux suivants :</p> <p>1° Voir entreprendre à bref délai les études et travaux nécessaires à l'endiguement de la Meuse sur le territoire de cette commune ;</p> <p>2° Voir établir un garde-corps au quai Saint-Paul de Sinçay ;</p> <p>3° Voir établir un viaduc de 25 mètres de largeur sous le pont du Val-Benoit.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.</i></p> |
| 3.                           | 1448.                                    | <p>Par pétition datée de Lippeloo, sans date.</p> <p>La dame Octavie Craenhals, de et à Lippeloo expose les difficultés qu'elle éprouve pour que ses enfants puissent satisfaire à l'obligation scolaire.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.</i></p>  |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 4.                           | 1449.                                    | Par pétition datée de Jumet, le 15 septembre 1921.   |
|                              | 1450.                                    | La dame veuve Boudet-Taburiaux à Jumet, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension de vieillesse:<br>Même pétition du sieur Odermat, Maurice, sujet Suisse, à Jumet.<br><br><i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.</i>  |
| 5.                           | 1451.                                    | Par pétition datée de Jumet, le 26 août 1921.  |
|                              | 1472.                                    | Le conseil communal de Jumet demande :   |
|                              | 1485.                                    | 1° La revision de la loi de 1881, en ce qui concerne   |
|                              | 1488.                                    | les dépenses d'entretien des locaux, des établissements  |
|                              | 1490.                                    | d'enseignement moyen ;   |
|                              | 1493.                                    | 2° La prise à charge par l'État des traitements du   |
|                              | 1498.                                    | personnel de ces établissements.<br>Mêmes pétitions des conseils communaux d'Andenne, Beaumont, Beauraing, Boom, Bruges, Ciney, Couvin, Diest, Fontaine-l'Évêque, Furnes, Gosselies, Ixelles, Lierre, Limbourg, Lokeren, Mons, Neufchâteau, Nivelles, Péruwelz, Saint-Hubert, Saint-Trond, Schaerbeek, Stavelot, Tirlemont, Tournai, Verviers, Vilvorde, Virton, Waremme.<br><br><i>Décision : Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.</i> |
| 6.                           | 1452.                                    | Par pétition datée de Marchienne-au-Pont, le 16 août 1921.   |
|                              |  | Le conseil communal de Marchienne-au-Pont émet le vœux de voir le Gouvernement prendre à sa charge toutes les dettes résultant des faits de guerre, jusqu'au 31 décembre 1919.<br><br><i>Décision : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.</i>  |
| 7.                           | 1453.                                    | Par pétition datée de St-Remy, le 11 septembre 1921.   |
|                              | 1469.                                    | Le conseil communal de Saint-Remy proteste contre la suppression d'un point d'arrêt qui existait sur la ligne de Beaumont à Chimay.<br>Même pétition d'habitants de Saint-Remy.<br><br><i>Décision : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.</i>  |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 8.                           | 1454.                                    | Par pétition datée de Messines, le 17 août 1921.<br>Le conseil communal de Messines émet le vœu de voir placer cette commune sur le même pied que celles de l'agglomération bruxelloise au point de vue de l'application de la loi réglant l'emploi des langues en matière administrative.<br><i>DÉCISION : Ordre du jour.</i>                  |
| 9.                           | 1455.                                    | Par pétition datée de Luigne, le 17 septembre 1921.<br>Le sieur Émile Cossement, conseiller communal à Luigne proteste contre la nomination du bourgmestre de cette commune.<br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.</i>   |
| 10.                          | 1456.                                    | Par pétition datée de Wavre, le 10 août 1921.<br>Le conseil communal de Wavre émet le vœu de voir abroger la loi de 1877 en décidant que le curage des cours d'eau non navigables ni flottables sera mis à charge de la communauté.<br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i>   |
| 11.                          | 1457.                                    | Par pétition datée d'Anderlecht, le 14 juillet 1921.<br>Le conseil communal d'Anderlecht émet un vœu en faveur de la prompte réalisation des travaux du canal de Charleroi, entre Bruxelles et Clabecq pour le rendre accessible aux bateaux de 600 tonnes.<br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i>                   |
| 12.                          | 1458.                                    | Par pétition datée de Huy, le 5 août 1921.<br>Le conseil communal de Huy émet le vœu de voir reviser la loi sur les pensions de vieillesse.<br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.</i>   |
| 13.                          | 1459.                                    | Par pétition datée de Basel, le 16 juillet 1921.<br>Le conseil communal de Basel prie la Chambre de voter une loi d'amnistie pour crimes politiques et militaires.<br>Même pétition du conseil communal de Swijnaerde et du « Vlaamsche studenten van Recht door zee », à Vilvorde.<br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

14. 1463. Par pétition datée de Saint-Nicolas (Waes), le 17 août 1921.

Les présidents et secrétaires d'associations de patrons charpentiers, d'entrepreneurs de maçonneries, peinture, zingueurs, ferronniers et de manufactures de tricot à Saint-Nicolas demandent d'ajourner l'application de la loi réglant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

15. 1467. Par pétition datée de Pont-à-Celles, le 8 sep-  
1477. tembre 1921.

Le conseil communal de Pont-à-Celles prie la Chambre de reviser la loi sur l'emploi des langues en matière administrative.

Même pétition des conseils communaux de : Blaregnies, Blaton, Bourlers, Ciney, Corroy-le-Château, Écaussines-Lalaing, Fize-Fontaine, Forêt, Frasne-lez-Buissenal, Genly, Gilly, Huppaye, Les Waleffes, Louveigné, Marchienne-au-Pont, Pont-de-Loup, Thys, Villers-la-ville, Wardin et des sections de Liège et de Mons, de l'Association wallonne du personnel des Administrations publiques.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

16. 1471. Par pétition datée de Les Tailles, le 16 sep-  
1473. tembre 1921.

1484. Le conseil communal de Les Tailles proteste contre  
1493. l'adoption du projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative.

Même pétition des conseils communaux de Dampremy, Ham-sur-Heure, Houdeng-Aimeries, Izier, Rosières.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

17. 1476. Par pétition datée de Grandville, le 24 septembre  
1921.

Le conseil communal de Grandville demande la revision de la loi sur les pensions de vieillesse.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

- | Numéro<br>du<br>feuilleton. | Numéro<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|-----------------------------|---|---|
| 18.                         | 1478.                                   | Par pétition datée d'Ardoye, le 27 août 1921.<br>Le conseil communal d'Ardoye émet le vœu de voir l'État mettre à l'étude la ligne de communication la plus directe entre Bruges et Roulers.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i>  |
| 19.                         | 1479.                                   | Par décision datée de Borgerhout, le 13 septembre 1921.<br>Le conseil communal de Borgerhout demande :<br>a) Le vote d'une loi d'amnistie;<br>b) La flamandisation des administrations publiques en pays flamand, ainsi que celle de l'université de Gand.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>  |
| 20.                         | 1481.                                   | Par pétition datée de Boom, le 6 octobre 1921.<br>Le sieur Goostens, Jean, à Boom tant en son nom personnel qu'au nom des sieurs De Keyzer, Égide; Somers, Pierre; Careaux, ouvriers pensionnés de l'administration des Chemins de fer, sollicite l'obtention de coupons de service.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.</i>                  |
| 21.                         | 1482.                                   | Par pétition datée d'Anvers, le 30 septembre 1921.<br>Le président du « Bond der belanghebbenden van dokken en kaaien en eilanders » demande la révision de la loi réglant la journée de huit heures et la semaine de quarante huit heures.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.</i>   |
| 22.                         | 1487.<br>1491.<br>1494.<br>1499.        | Par pétition datée de Rotheux-Rimiere, le 17 septembre 1921.<br>Le conseil communal de Rotheux-Rimiere demande la révision de la loi sur l'alcool.<br>Même vœu des conseils communaux d'Astene, Baelegem, Boucle-Saint-Denis, Edelaere, Esseche-Saint-Liévin, Geer, Grand-Rechain, Ideghem, Moorsel, Nazareth, Ressegem, Stemberg, Wegnez.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |

Numéros  
du  
feuilleton.      Numéros  
du registre des  
pétitions.

23.      1489.      Par pétition datée de Borgerhout, le 6 septembre 1921.

Le conseil communal de Borgerhout émet le vœu de voir célébrer la date du 11 juillet (anniversaire de la bataille des Éperons d'Or) comme fête du peuple flamand.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.*

24.      1492.      Par pétition datée de Gand, le 12 octobre 1921.

Le conseil communal de Gand prie la Chambre de considérer la journée du 11 novembre comme Fête Nationale.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur.*

25.      1496.      Par pétition datée d'Ostende, le 1<sup>er</sup> octobre 1921.

Les président, vice-présidents et secrétaire de l'association « La wallonie d'Ostende » protestent contre l'adoption du projet de loi réglant l'emploi des langues en matière administrative et demande l'abrogation de cette loi.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

26.      1497.      Par pétition datée de Warneton, le 15 octobre 1921.

Le conseil communal de Warneton demande la revision de la loi réglant l'emploi des langues en matière administrative et proteste contre toute loi qui impose aux Wallons la connaissance du flamand.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

